

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ  
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
Bureau des procédures environnementales et foncières

Installations classées pour la protection de l'environnement

ARRÊTÉ DIDD-BPEF 2019 – n°52

**Maître LEGRAS de GRANDCOURT, liquidateur judiciaire  
de la société THOMSON ANGERS  
située à ANGERS**

**MISE EN DEMEURE**

**Le Préfet de Maine-et-Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 511-1, R. 512-39-1 à 3 ;

VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2004 autorisant la société S.A. THOMSON TÉLÉVISION ANGERS, dont le siège est situé à BOULOGNE BILLANCOURT, à exploiter un établissement de fabrication de téléviseurs et de rétroprojecteurs situé 17 boulevard Gaston Birgé à ANGERS ;

VU la décision du Tribunal de Commerce de Nanterre du 11 octobre 2012 prononçant la liquidation judiciaire de la société THOMSON ANGERS, et nommant Maître LEGRAS de GRANDCOURT en qualité de liquidateur judiciaire ;

VU la déclaration de cessation d'activité, adressée par Maître LEGRAS de GRANDCOURT au préfet de Maine-et-Loire en date du 19 novembre 2012, concernant l'établissement THOMSON ANGERS, sis 17 boulevard Gaston Birgé à ANGERS, exploité par la SASU THOMSON ANGERS dont le siège est situé 1-5 rue Jeanne d'Arc à ISSY-LES-MOULINEAUX ;

VU le courrier de Maître LEGRAS de GRANDCOURT du 16 janvier 2013 adressé au maire d'Angers et proposant un usage futur de type industriel ;

VU le mémoire de cessation d'activité référencé A72767/A réalisé par le bureau d'études Antéa Group pour le compte du liquidateur judiciaire, reçu par la préfecture de Maine-et-Loire en date du 26 décembre 2013 ;

VU le courrier du préfet de Maine-et-Loire en date du 23 mai 2014 adressé au liquidateur judiciaire, signalant que les informations contenues dans le mémoire de cessation d'activité susvisé sont insuffisantes pour permettre d'apprécier les enjeux liés à la cessation d'activité et demandant des compléments, portant notamment sur la mise en sécurité du site, le diagnostic environnemental, l'évaluation des risques sanitaires ;

VU le rapport intitulé « diagnostic environnemental complémentaire et plan de gestion dans le cadre du mémoire de cessation d'activité » de mai 2015 référencé A79825/A, établi par le bureau d'études Antéa Group pour le compte du liquidateur judiciaire, adressé par le liquidateur judiciaire à l'inspection des installations classées en date du 22 mai 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 janvier 2016 ayant prescrit à Maître LEGRAS de GRANDCOURT, en sa qualité de liquidateur judiciaire, la mise en sécurité complète du site THOMSON ANGERS, la réalisation d'investigations et études complémentaires en vue de préciser le diagnostic environnemental présenté dans le rapport de mai 2015 susvisé, et l'élaboration d'un plan de gestion ;

VU le rapport intitulé « Mémoire de cessation d'activité – Complément d'investigations et mise à jour du plan de gestion » d'octobre 2016 référencé A86191/A, établi par le bureau d'études Antéa Group pour le compte du liquidateur judiciaire, adressé par le liquidateur judiciaire à la préfecture en date du 17 octobre 2016 ;

VU l'arrêté préfectoral du 05 avril 2018 prescrivant notamment à Maître LEGRAS de GRANDCOURT la mise en œuvre de mesures de mise en sécurité sur le site, la réalisation et la transmission d'un plan de gestion actualisé, la mise en œuvre d'une surveillance des eaux souterraines ;

VU le courrier du préfet de Maine-et-Loire du 19 octobre 2018 adressé à Maître LEGRAS de GRANDCOURT, lui rappelant les prescriptions de l'arrêté du 05 avril 2018 et :

- lui demandant la transmission des justificatifs de la mise en œuvre des mesures de mise en sécurité, dont le délai de réalisation fixé à l'article 2 de l'arrêté du 05 avril 2018 est échu ;
- lui demandant de confirmer que la surveillance des eaux souterraines prescrite à l'article 9.2 de l'arrêté du 05 avril 2018 a été mise en place ;
- lui rappelant que le délai de remise d'un plan de gestion actualisé, prévu à l'article 4 de l'arrêté du 05 avril 2018, sera prochainement échu ;

VU le courrier de Maître LEGRAS de GRANDCOURT adressé au préfet de Maine-et-Loire, en date du 13 décembre 2018, indiquant avoir mandaté le bureau d'études ANTÉA afin de répondre aux exigences de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2018 susvisé, listant le contenu de l'offre d'ANTÉA, mais précisant qu'en raison de la procédure de liquidation judiciaire de la SAS THOMSON ANGERS, l'offre d'intervention d'ANTÉA doit tout d'abord être approuvée par le juge commissaire avant d'être mise en pratique, et qu'en conséquence, il lui est impossible d'affirmer que ces mesures seront réalisées dans un délai précis ;

VU les observations de Maître LEGRAS de GRANDCOURT formulées par courrier en date du 29 janvier 2019, sur le projet d'arrêté de mise en demeure transmis par courrier du préfet de Maine-et-Loire du 17 janvier 2019 ;

VU les documents joints au courrier susvisé du 29 janvier 2019 de Maître LEGRAS de GRANDCOURT, à savoir l'offre technique et financière d'ANTÉA datée du 04 décembre 2018, l'ordonnance du 30 janvier 2019 du Juge Commissaire autorisant Maître LEGRAS de GRANDCOURT à se faire assister de la société ANTÉA Group pour réaliser les nouvelles investigations, et le courrier de Maître LEGRAS de GRANDCOURT du 30 janvier 2019 demandant à Antéa de procéder aux nouvelles investigations selon l'offre technique et financière susvisée ;

VU le planning prévisionnel établi par Antéa, transmis à la préfecture de Maine-et-Loire par l'étude de Maître LEGRAS de GRANDCOURT par courriel du 15 février 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que la société THOMSON ANGERS a exploité sur le site d'Angers des installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la société THOMSON ANGERS est de fait en cessation d'activité ;

**CONSIDÉRANT** qu'à la suite de la cessation d'activité, Maître LEGRAS de GRANDCOURT agit en qualité de liquidateur judiciaire de la société THOMSON ANGERS ;

**CONSIDÉRANT** que le délai fixé à l'article 2 de l'arrêté du 05 avril 2018 pour procéder aux mesures de mise en sécurité du site décrites au même article est désormais échu ;

**CONSIDÉRANT** que le délai fixé à l'article 4 de l'arrêté du 05 avril 2018 pour réaliser et transmettre un plan de gestion actualisé est désormais échu ;

**CONSIDÉRANT** que le délai fixé à l'article 9.2 de l'arrêté du 05 avril 2018 pour réaliser les premières analyses des eaux souterraines, dans le cadre de la mise en place d'une surveillance trimestrielle des eaux souterraines avant et pendant la phase travaux, est désormais échu, et qu'à ce titre, au moins deux campagnes de surveillance des eaux souterraines auraient dû être réalisées depuis la notification de l'arrêté du 05 avril 2018 ;

**CONSIDÉRANT** que le liquidateur indique dans son courrier du 13 décembre 2018 avoir mandaté ANTÉA afin de répondre aux exigences de l'arrêté du 05 avril 2018, et obtenu une offre de la part de ce bureau d'études, sans toutefois préciser la date à laquelle ANTÉA a été effectivement mandaté et la date de l'offre d'ANTÉA ;

**CONSIDÉRANT** que le liquidateur n'a communiqué au préfet de Maine-et-Loire aucune information entre la notification de l'arrêté du 05 avril 2018 et le courrier de relance du préfet de Maine-et-Loire du 19 octobre 2018, justifiant des démarches engagées pour respecter les dispositions de l'arrêté du 05 avril 2018, alors que les délais fixés aux articles 2 et 9.2 du dit-arrêté étaient déjà largement dépassés à la date du courrier de relance susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que des courriers du liquidateur en date du 13 décembre 2018 et du 29 janvier 2019, il ressort qu'aucune des prescriptions des articles 2, 4 et 9.2 de l'arrêté du 05 avril 2018 n'a été respectée ;

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure Maître LEGRAS de GRANDCOURT de respecter les dispositions des articles 2, 4 et 9.2 de l'arrêté du 05 avril 2018 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que Maître LEGRAS de GRANDCOURT a sollicité par courrier du 29 janvier 2019, suite à la réception du projet de mise en demeure, les délais suivants pour respecter les dispositions des articles 2, 4 et 9.2 de l'arrêté du 05 avril 2018, en justifiant sa demande par les délais incompressibles annoncés par Antéa :

- 4 mois pour procéder aux mesures de mise en sécurité et réaliser une campagne de surveillance des eaux souterraines ;
- 5 mois pour adresser les justificatifs attestant de la mise en sécurité du site et de la réalisation d'une campagne de surveillance des eaux souterraines ;
- 7 mois pour réaliser et adresser un plan de gestion actualisé ;

**CONSIDÉRANT** qu'Antéa n'a été mandaté par Maître LEGRAS de GRANDCOURT que le 30 janvier 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que, du planning d'Antéa transmis par l'étude de Maître LEGRAS de GRANDCOURT par courriel du 15 février 2019, il ressort que les différentes opérations seront réalisées dans les délais prévisionnels suivants :

- courant mai 2019 pour la mise en sécurité du site (soit environ 3,5 mois à compter du courrier de Maître LEGRAS de GRANDCOURT du 29 janvier 2019) ;
- courant juillet 2019 pour la mise à jour du plan de gestion (soit environ 6 mois à compter du courrier de Maître LEGRAS de GRANDCOURT du 29 janvier 2019) ;
- courant février 2019 pour la réalisation de la première campagne de surveillance des eaux souterraines, et courant mars 2019 pour la rédaction du rapport correspondant (soit respectivement environ 1 mois et 2 mois à compter du courrier de Maître LEGRAS de GRANDCOURT du 29 janvier 2019) ;

**CONSIDÉRANT** que les délais sollicités par Maître LEGRAS de GRANDCOURT, dans son courrier du 29 janvier 2019, sont cohérents avec les délais annoncés par Antéa, en tenant compte des éventuels délais de transmission des justificatifs au préfet de Maine-et-Loire, à l'exception des délais de réalisation de la première campagne de surveillance des eaux souterraines et du rapport correspondant ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Maine-et-Loire

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** Maître Patrick LEGRAS de GRANDCOURT, domicilié 31, avenue de la Fontaine de Rolle – CS 7001- 92022 NANTERRE CEDEX, en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société THOMSON ANGERS, est mis en demeure de respecter, au plus tard le 31 mai 2019, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2018, en procédant aux mesures de mise en sécurité du site prescrites par le dit-arrêté.

**Article 2** - Maître Patrick LEGRAS de GRANDCOURT, domicilié 31, avenue de la Fontaine de Rolle – CS 7001- 92022 NANTERRE CEDEX, en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société THOMSON ANGERS, est mis en demeure de respecter, au plus tard le 31 mars 2019, les dispositions de l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2018, en faisant procéder à une campagne de surveillance des eaux souterraines, dans les conditions fixées aux articles 9.1 et 9.2 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2018.

**Article 3** - Maître Patrick LEGRAS de GRANDCOURT adresse, au préfet de Maine-et-Loire :

- au plus tard le 30 juin 2019, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1, à savoir justificatifs de la mise en sécurité du site ;
- au plus tard le 30 avril 2019, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 2, à savoir justificatifs de la réalisation d'une campagne de surveillance des eaux souterraines comprenant les informations listées à l'article 9.3 de l'arrêté du 05 avril 2018.



**Article 4** - Maître Patrick LEGRAS de GRANDCOURT, domicilié 31, avenue de la Fontaine de Rolle – CS 7001- 92022 NANTERRE CEDEX, en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société THOMSON ANGERS, est mis en demeure de respecter, au plus tard le 31 août 2019, les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2018, en réalisant et transmettant au préfet de Maine-et-Loire un plan de gestion actualisé.

**Article 5** - Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 à 4 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de Maître Patrick LEGRAS de GRANDCOURT les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Article 6** - Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du Code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

**Article 7** - Le présent arrêté sera notifié à Maître Patrick LEGRAS de GRANDCOURT, en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société THOMSON ANGERS. Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois à la mairie d'ANGERS, et ensuite conservée dans les archives de la mairie. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire d'ANGERS et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire, bureau des procédures environnementales et foncières.

Le présent arrêté est consultable à la préfecture et à la mairie d'ANGERS.

Il sera publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire.

**Article 8** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Maine-et-Loire, le Président de la communauté d'agglomération Angers Loire Métropole, le Maire de la commune d'ANGERS, et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à Maître Patrick LEGRAS de GRANDCOURT.

ANGERS, le 20.02.2019.

  
Bernard GONZALEZ

